

Déclaration de Principes

1 - République et Socialisme rassemble des femmes et des hommes à la fois attachés aux valeurs de la Révolution française, enrichies par celles de la Commune et du Conseil National de la Résistance. Ils sont soucieux de leur donner un contenu concret au travers d'un projet qui se réclame du socialisme tel que défendu par Jaurès. Un socialisme s'appuyant sur l'État, comme levier nécessaire, l'utilisant comme outil non d'asservissement mais de libération du peuple, à l'image de ce qui se fait dans les pays progressistes d'Amérique Latine.

2 - La révolution passe par les urnes et doit s'appuyer en permanence sur le peuple.

3 - C'est parce que nous sommes à la fois attachés aux valeurs républicaines et soucieux de leur donner une déclinaison concrète dans tous les domaines que nous nous considérons à la fois comme républicains et socialistes. Nous sommes aussi fiers du drapeau tricolore derrière lequel combattaient les « sans-culottes » à Valmy que du drapeau rouge de la Commune de Paris au nom duquel tant d'hommes et de femmes sont tombés pour l'idéal républicain et socialiste.

4 - Se dire républicain et socialiste peut paraître iconoclaste aujourd'hui alors que la République est attaquée de toutes parts et que le socialisme semble à bout de souffle. Trahi hier par ceux qui, en son nom, ont instauré des régimes totalitaires où la liberté et le droit de s'exprimer n'avaient pas leur place, il l'est aujourd'hui par les sociaux-libéraux. C'est parce que nous sommes soucieux d'égalité et de justice sociale que nous sommes attachés aux valeurs de l'héritage de la Révolution française.

5 - Nous défendons l'École publique, laïque, obligatoire et gratuite.

6 - Nous pensons que les services publics doivent être défendus comme vecteurs d'égalité réelle face à ceux qui n'y voient que des potentialités de rentabilité et défendent le principe, qu'ils voudraient universel, de la « concurrence libre et non faussée ». Nous soutenons l'accessibilité de tous au savoir, à la connaissance et à la formation professionnelle, l'égalité réelle entre les hommes et les femmes, l'accession de chacune et de chacun à un emploi stable et bien rémunéré ainsi qu'à un logement décent.

7 - Nous nous réclamons des principes fondateurs de la Sécurité Sociale. Nous voulons un égal accès pour tous à des soins de qualité.

8 - Nous voulons que les missions d'intérêt général soient confiées à des services publics ou à des entreprises publiques sous contrôle de l'État (La Poste, la SNCF, Énergie, Télécommunications, ...). L'orientation démocratique de l'économie passe notamment par la maîtrise de son financement. L'existence d'un pôle financier public est insuffisant. Nous sommes favorables au contrôle de la circulation des capitaux

et à la nationalisation des acteurs principaux du secteur bancaire et des assurances. D'autres secteurs tels que l'eau et le logement social doivent être placés sous gestion publique par l'intermédiaire des collectivités locales. Nous voulons pour la France une véritable politique industrielle appuyée sur des nationalisations et sur un plan qui oriente les entreprises publiques et privées vers le dynamisme et le progrès social.

9 - Nous sommes très attentifs à la volonté grandissante de salariés qui décident de reprendre leur entreprise dans des situations spécifiques : difficulté financière, décès ou départ du chef d'entreprise. Pour nous, la constitution d'une autre économie orientée vers le socialisme passe à court terme par le renforcement du droit de contrôle des salariés sur leur outil de travail : Comités d'Entreprise, CHSCT ; étape préalable à une prise de contrôle de leur outil de production par les travailleurs. Dans ce cadre, le développement des coopératives et plus généralement de l'économie sociale et solidaire est un atout.

10 - Nous sommes pour une réforme fiscale où chacun participera selon ses moyens à un impôt progressif et où les revenus du capital seront d'avantage mis à contribution que ceux du travail. Des moyens suffisants doivent être donnés à l'administration pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscale.

11 - Nous prônons un modèle de développement économique garantissant les droits individuels et collectifs de l'Homme sur l'ensemble de la planète, pour les générations actuelles et futures ; à cette fin, il doit être respectueux de la biodiversité, maîtriser les prélèvements de matières premières, les rejets dans les milieux naturels et les consommations d'énergies non renouvelables, qu'elles soient carbonées ou nucléaires.

12 - Nous sommes favorables à la construction d'une Europe des peuples, respectueuse des nations qui la composent, s'appuyant sur le suffrage universel au lieu de le nier. Nous nous opposons donc à la construction européenne actuelle. Nous sommes opposés au principe de la « concurrence libre et non faussée » et voulons la mise en place de politiques convergentes assurant à tous les salariés européens un meilleur niveau de vie, des droits du travail et sociaux améliorés. Nous voulons rompre avec les politiques d'orthodoxie libérale basées essentiellement sur la compétition individuelle et collective qui ont engendré stagnation et appauvrissement. Nous sommes pour une harmonisation fiscale et sociale par le haut : mettre un terme à la concurrence organisée entre les salariés des différents pays serait un des moyens efficaces de lutte contre la montée des extrêmes-droites.

13 - Nous agissons pour que notre pays mène une politique internationale indépendante au service d'une paix durable et dans le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Nous souhaitons que la France quitte l'OTAN et situe prioritairement son action dans le cadre de l'ONU. Nous sommes favorables au développement de nouveaux rapports avec les pays du Sud plaçant ceux-ci sur un pied d'égalité avec les pays du Nord et permettant d'agir pour un véritable co-développement.

14 - Nous voulons que les étrangers présents sur notre sol voient leurs droits respectés, et tout doit être fait pour faciliter l'intégration de ceux qui ont choisi d'y rester, notamment en simplifiant l'accès à la nationalité française.

15 - Notre ambition est d'œuvrer au rapprochement de toutes celles et tous ceux qui partagent globalement la même analyse que nous et défendent les mêmes valeurs afin de peser pour le succès d'une gauche républicaine et socialiste.

16 - Nous constatons que les républicains de gauche aujourd'hui éparpillés dans les différents partis de la gauche et encore plus nombreux à n'être plus adhérents se retrouvent côte-à-côte dans les luttes pour défendre les services publics et la laïcité que certains veulent remettre en cause, pour combattre le démantèlement du droit du travail et s'opposer aux licenciements et aux délocalisations. Nous œuvrons à construire un cadre de travail pour participer ensemble à la refondation de toute la gauche. Nous voulons peser sur notre avenir et réorienter la gauche sur la voie du progrès social alors qu'une partie d'entre elle s'en est éloignée, attirée par les sirènes du social-libéralisme, qui a montré son échec, tout comme le libéralisme dont il n'est que la pâle copie.

17 - Nous sommes partie prenante du « Front de Gauche ». Nous avons la volonté de mettre en avant ce qui rassemble plutôt que ce qui divise. Cela nous apparaît plus que jamais comme une première étape du rassemblement plus large que nous voulons construire.

18 - Ensemble nous pouvons agir pour faire bouger les choses. C'est un devoir si nous voulons transmettre aux générations futures l'héritage du mouvement ouvrier et socialiste.